



MARCHES PUBLICS DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

**FOURNITURE DE SERVICES DE TELECOMMUNICATIONS
POUR LE COMPTE DU GROUPEMENT DE COMMANDES
INFORMATIQUES CONSTITUE PAR NANTES
METROPOLE, LA VILLE DE NANTES ET SON CCAS**

Règlement de la Consultation

Date et heure limites de réception des offres

22 mai 2012 à 12 Heures

Seules les réponses sous forme dématérialisée sont autorisées

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

SOMMAIRE

ARTICLE PREMIER : OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION	3
1.1 - OBJET DE LA CONSULTATION	3
1.2 - ETENDUE DE LA CONSULTATION	3
1.3 - DECOMPOSITION DE LA CONSULTATION	3
1.4 - CONDITIONS DE PARTICIPATION DES CONCURRENTS	4
1.5 - NOMENCLATURE COMMUNAUTAIRE	4
ARTICLE 2 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION	5
2.1 - DUREE DU MARCHE - DELAIS D'EXECUTION	5
2.2 - VARIANTES ET OPTIONS	5
2.3 - DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	5
2.4 - MODE DE REGLEMENT DU MARCHE ET MODALITES DE FINANCEMENT	5
2.5 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION	5
ARTICLE 3 : CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION	6
ARTICLE 4 : PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	6
4.1 - DOCUMENTS A PRODUIRE	6
4.2 - VARIANTES	8
ARTICLE 5 : SELECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES	8
ARTICLE 6 : CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS	10
6.1 - TRANSMISSION SOUS SUPPORT PAPIER	10
6.2 - TRANSMISSION ELECTRONIQUE	10
ARTICLE 7 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	10
7.1 - DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS	10
7.2 - DOCUMENTS COMPLEMENTAIRES	10
7.3 - VISITES SUR SITES ET/OU CONSULTATIONS SUR PLACE	10
ARTICLE 8 : CAUTION ET GARANTIES EXIGEEES	10
ARTICLE 9 : MODALITES DE DEMATERIALISATION DES MARCHES PUBLICS	11
9.1 - CADRE REGLEMENTAIRE DE LA DEMATERIALISATION	11
9.2 - MODALITES DE TELECHARGEMENT DES DCE	11
9.3 - PRESENTATION DES OFFRES	11
9.4 - CONDITIONS D'ENVOI ET DE REMISE DES OFFRES	12
9.5 - MODALITES DE SECURISATION DES PROCEDURES DE PASSATION	14

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Article premier : Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet de la consultation

Le présent appel d'offres ouvert concerne :

FOURNITURE DE SERVICES DE TELECOMMUNICATIONS POUR LE COMPTE DU GROUPEMENT DE COMMANDES INFORMATIQUES CONSTITUE PAR NANTES METROPOLE, LA VILLE DE NANTES ET SON CCAS

Il est à noter que cette consultation est lancée pour le compte du Groupement de Commandes Informatique constitué par Nantes Métropole, la ville de Nantes et son CCAS. Au terme de la convention constitutive de ce groupement de commandes, Nantes Métropole assure la mission de coordonnateur chargé de procéder à l'organisation de l'ensemble des opérations de sélection des co-contractants. Chacun des membres du groupement exécute ensuite avec le titulaire retenu le marché qu'il aura signé à hauteur de ses besoins propres tels que définis dans le CCAP.

La coordination de la procédure est donc réalisée par Nantes Métropole avec l'assistance d'une société de conseil spécialisée dans les télécommunications.

1.2 - Etendue de la consultation

Le présent appel d'offres ouvert est soumis aux dispositions des articles des articles 33 3^{al.} et 57 à 59 du Code des marchés publics.

Cette consultation sera passée en application de l'article 77 du Code des marchés publics relatif aux marchés à bons de commande.

Il s'agit d'un marché à bon de commande sans minimum, ni maximum.

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur au fur et à mesure des besoins.

1.3 - Décomposition de la consultation

Les prestations sont réparties en 6 lots désignés ci-dessous .

<i>Lot</i>	<i>Désignation</i>
1	Téléphonie fixe : abonnements et trafic entrant, trafic sortant. Numéros libre appel ou à coût partagé
2	Liaisons Ethernet point à point
3	Solutions d'interconnexions de sites
4	Accès Internet isolés
5	Liaisons louées point à point
6	Emission de messages électroniques en masse

Chacun des lots fera l'objet d'un marché séparé. Les candidats pourront présenter une offre pour un ou plusieurs lots.

A titre indicatif, les valeurs des prestations de même nature, exprimées en Euros, pour la période de comparaison du 1 janvier 2011 au 31 décembre 2011, sont précisées par le pouvoir adjudicateur pour chaque lot comme suit :

<i>Lot</i>	<i>Désignation</i>	<i>Montant estimé €TTC</i>
1	Téléphonie fixe : abonnements et trafic entrant, trafic sortant. Numéros libre appel ou à coût partagé	990 000,00 €
2	Liaisons Ethernet point à point	130 000,00 €
3	Solutions d'interconnexions de sites	585 000,00 €
4	Accès Internet isolés	130 000,00 €
5	Liaisons louées point à point	230 000,00 €
6	Emission de messages électroniques en masse	127 000,00 €

1.4 - Conditions de participation des concurrents

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire.

En cas de groupement, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement conjoint avec mandataire solidaire. Si le groupement attributaire du marché est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur tel qu'il est indiqué ci-dessus.

La composition du groupement mentionné à l'acte d'engagement doit être strictement identique à celle présentée lors de la candidature sous peine de rejet de l'offre sauf exception prévue à l'article 51 du code des marchés publics.

1.5 - Nomenclature communautaire

La ou les classifications principales et complémentaires conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV), par lot sont :

<i>Classification principale</i>	<i>Classification complémentaire</i>
Services de télécommunications. (642000008)	
Services de téléphonie et de transmission de données. (642100001)	
Location de lignes terrestres de communication. (642144003)	
Services des réseaux téléphoniques commerciaux spécialisés. (642140009)	
Combinés téléphoniques. (325521008)	
Services de courrier électronique. (642161200)	
Services d'information électronique. (642162005)	

Article 2 : Conditions de la consultation

2.1 - Durée du marché - Délais d'exécution

Les délais d'exécution des commandes passées durant la période de validité du marché seront fixés dans le cadre de l'acte d'engagement et du C.C.A.P.

2.2 - Variantes et Options

2.2.1 - Variantes

Les concurrents doivent présenter une offre entièrement conforme au dossier de consultation (solution de base).

Une variante est autorisée uniquement pour le lot 3 solutions d'interconnexion des sites : Le titulaire pourra fournir la solution d'interconnexion sous forme d'une offre variante en proposant une solution technique différente d'un VPN IP sur MPLS.

Ces solutions variantes peuvent être, de façon non limitative :

- ✓ Reconduction de la solution de collecte turbo DSL existante
- ✓ Conservation de la solution de collecte turbo DSL existante avec modification uniquement de la porte centrale
- ✓ Mise en œuvre d'une collecte point à multipoint de niveau 2, la gestion des routeurs d'extrémité pouvant être ou non à la charge du pouvoir adjudicateur
- ✓ ...

Le candidat remplira un acte d'engagement, un cadre de réponse et un DQE séparé pour son offre variante.

Les exigences minimales du CCTP dans le cadre de la présentation des variantes :

- desservir l'ensemble des sites existants
- mettre en service de nouvelles liaisons d'interconnexions sur l'ensemble du territoire de Nantes Métropole
- assurer une garantie de temps de rétablissement de 4 heures en heures et jours ouvrés ou 24 heures sur 24, 7 jours sur 7 pour ces liaisons.

2.2.2 - Options

Sans objet.

2.3 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **150 jours** à compter de la date limite de réception des offres.

2.4 - Mode de règlement du marché et modalités de financement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché, seront payées dans le délai global de paiement de 30 jours, à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

2.5 – Conditions particulières d'exécution

Cette consultation ne comporte aucune des conditions particulières d'exécution visées par l'article 14 du Code des marchés publics.

Aucune prestation n'est réservée au profit d'entreprises ou d'établissements visés par l'article 15 du Code des marchés publics.

Article 3 : Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation du présent marché contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (R.C.)
- L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes par lot
- Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.)
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et son annexe
- le cadre de réponse par lot
- le cadre de bordereau de prix unitaires par lot
- Le cadre de détail estimatif par lot
- Les imprimés DC1 et DC2
- Une note aux entreprises candidates sur l'utilisation des nouveaux formulaires DC1 et DC2

Le dossier de consultation des entreprises est remis gratuitement à chaque candidat.

Le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 15 jours calendaires avant la date limite pour la remise des offres. Ce délai court à compter de la date d'envoi par Nantes Métropole des modifications (non compris le jour d'envoi des modifications et la date limite de remise des offres). Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Article 4 : Présentation des candidatures et des offres

Les offres des concurrents seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des concurrents sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté ; cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

4.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire, dans une enveloppe unique, un dossier complet comprenant les pièces suivantes, datées et signées par lui :

Eléments relatifs à la «candidature»

L'enveloppe devra comporter obligatoirement l'imprimé DC1 (lettre de candidature, anciennement formulaire DC4) dûment rempli et signé, que la candidature soit présentée à titre individuel ou en groupement.

Pour fournir les renseignements demandés ci-après, le candidat peut utiliser le formulaire DC 2 (anciennement formulaire DC5) ou équivalent.

Les renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

- Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire ;
- Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés à l'article 43 du CMP ;
- Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée à l'article L. 323-1 du code du travail ;

Les renseignements concernant la capacité financière de l'entreprise tels que prévus à l'article 45 du Code des marchés publics :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les services objet du contrat, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles (cadre D1 du document DC2 à remplir si utilisation de ce document) ; le candidat doit justifier d'un chiffre d'affaire pour le type de services ou fournitures auquel il soumissionne supérieur à quatre fois l'estimation annuelle figurant à l'article 1.3 du règlement de consultation sur la dernière année d'exercice ou à défaut sur la moyenne des trois derniers exercices.

Les renseignements concernant les capacités professionnelles et la capacité technique de l'entreprise tels que prévus à l'article 45 du Code des marchés publics :

- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années (en annexe au DC2 si utilisation de ce document et tout document complémentaire) ;
- Liste des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique (en annexe au DC2 si utilisation de ce document et tout document complémentaire) ;
- Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de contrats de même nature (en annexe au DC2 si utilisation de ce document et tout document complémentaire) ;
- Pour le lot 1 : copie de la licence d'opérateur de télécommunications L33-1 ou L34-1 (loi du 26 juillet 1996) ou équivalent délivrée par l'Autorité de Régulation des Communications Electroniques et des Postes (ARCEP) ou copie d'extrait du Journal Officiel en attestant ;

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux exigés pour lui par le pouvoir adjudicateur. En outre, il apporte la preuve qu'il disposera de ses capacités pour l'exécution du marché.

NOTA : Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il est constaté que des pièces dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes, il pourra être demandé à tous les candidats concernés de produire ou de compléter ces pièces dans un délai de 4 jours calendaires à compter de la réception de la demande par le candidat (non compté le jour d'envoi de la demande au candidat). A défaut d'obtention des documents dans le délai précité, la candidature sera examinée sur la base du dossier initialement remis.

Les autres candidats en seront informés et ils auront la possibilité de compléter leur candidature dans le même délai.

Eléments relatifs à l'«offre»

Un projet de marché comprenant :

- L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes : à compléter par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaire du contrat. L'acte d'engagement devra impérativement être signé sous peine de rejet de l'offre. Cette signature vaut signature des annexes.
- Le détail quantitatif estimatif qui n'a pas de valeur contractuelle et ne sert qu'au jugement des offres (pour chaque lot et de façon séparée pour l'offre variante du lot 3 le cas échéant)
- Le catalogue des prix du fournisseur (en distinguant clairement les prix de l'offre variante du lot 3 le cas échéant)
- Le mémoire technique relatif aux modalités d'exécution du marché constitué par :
 - les réponses au cadre de réponse
 - un descriptif pour chaque lot décrivant notamment :
 - les modalités de mise en œuvre du marché (phase préparatoire) ;
 - les modalités d'exécution et de suivi du marché ;
 - les délais et plannings envisagés ;
 - la présentation de l'infrastructure et la sécurité du réseau ;
 - la présentation de l'architecture de raccordement et des solutions techniques proposées ;
 - la présentation des fonctionnalités et des services proposés ;
 - les engagements de performance et de qualité de service ;
 - les outils de gestion en ligne.

L'attention des concurrents est attirée sur le fait que toute offre incomplète sera immédiatement écartée.

NOTA :

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer au bénéfice de l'avance prévue au cahier des charges, ils doivent le préciser dans l'acte d'engagement.

4.2 - Variantes

Les candidats présenteront un dossier général « variantes » comportant un sous-dossier particulier pour chaque variante qu'ils proposent. Le montant de chaque variante doit impérativement être reporté à l'acte d'engagement.

Outre les répercussions de chaque variante sur le montant de leur offre de base, ils indiqueront :

- les adaptations à apporter éventuellement au C.C.A.P.;
- les modifications du C.C.T.P. et des pièces annexes qui sont nécessaires pour l'adapter aux variantes proposées.

Ce dossier devra être joint dans la même enveloppe unique.

Article 5 : Sélection des candidatures et jugement des offres

Ce jugement sera effectué dans les conditions prévues aux articles 52, 53 et 55 du Code des marchés publics et donnera lieu à un classement des offres.

Les critères utilisés pour l'examen des candidatures sont les suivants:

Capacités techniques, financières et professionnelles.

Les critères utilisés pour le jugement des offres sont indiqués ci-dessous et pondérés de la manière suivante :

1/ Valeur technique de l'offre (60% de la note finale) appréciée au regard du mémoire technique composée comme suit :

Pour les lots 1 à 5 :

- **Qualité technique** : support physique, réseau, résilience, équipements d'extrémités, dessertes internes, engagement de qualité de service (GTR, DMIA, temps de transit,...), (20%)
- **Qualité fonctionnelle** : fonctionnalités, services, étendue de l'offre (20%)
- **Qualité du marché** : Processus de transition entre l'avant-vente et l'après-vente, engagement de délai pour désigner le chef de projet, assurance qualité, évolutivité compte-tenu du catalogue tarifaire (20%)
- **Qualité de la mise en œuvre** : Organisation du pilotage, chef de projet et logistique projet, clarté du déroulement, des plannings et des engagements de délais, documentation livrée, processus de recette (20%)
- **Qualité de l'exploitation** : responsable de compte, hot line, extranet (commande et facturation, gestion parc, demande et incident, statistiques,...), bilan annuel (20%)

Pour le lot 6 :

- **Qualité technique** : Sécurisation de l'accès à la plateforme, disponibilité, Nombre de médias proposés, performances en termes de nombre de messages envoyés par heures (20%),
- **Qualité fonctionnelle** : qualité de la plateforme d'administration, Gestion des listes de diffusion, de scénarii d'émission (20%)
- **Qualité du marché** : Processus de transition entre l'avant-vente et l'après-vente, assurance qualité, évolutivité compte-tenu du catalogue tarifaire (20%)
- **Qualité de la mise en œuvre** : Organisation de la mise en œuvre, formations, clarté du déroulement, des plannings et des engagements de délais, documentation livrée, processus de recette (20%)
- **Qualité de l'exploitation** : Responsable de compte, hot line, extranet (commande et facturation) (20%)

2/ Prix des services et de la mise en œuvre sur la base des détails quantitatifs estimatifs non contractuels (40% de la note finale)

Chaque critère et sous-critère sera noté sur 5.

En cas de discordance entre les prix ou les montants portés en lettres et ceux portés en chiffres, les montants ou les prix portés en lettres prévaudront et ceux portés en chiffres seront rectifiés en conséquence.

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées sur le bordereau des prix unitaires prévaudront sur toutes les autres indications de l'offre dont les montants pourront être rectifiés en conséquence. Les erreurs de multiplication, d'addition ou de report qui seraient constatées seront également rectifiées et pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié à partir des documents ci-dessus qui sera pris en considération.

En cas de discordance entre les prix du détail estimatif et ceux du bordereau des prix, ceux du dernier document prévaudront. Le détail estimatif sera alors rectifié pour le mettre en harmonie avec le bordereau des prix pour le jugement des offres.

Si le détail estimatif comporte des erreurs de multiplication, d'addition ou de report, elles seront rectifiées.

En cas de discordance entre les montants du détail estimatif (éventuellement rectifiés) et les montants figurant à l'acte d'engagement, ces derniers seront modifiés pour être mis en harmonie avec le détail estimatif.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le candidat produise les certificats et les pièces mentionnées à l'article 46- I du Code des marchés publics. Le délai imparti à l'attributaire pour remettre ces documents sera indiqué dans le courrier envoyé à celui-ci ; ce délai ne pourra être supérieur à 8 jours.

Article 6 : Conditions d'envoi ou de remise des plis

6.1 – Transmission sous support papier

Aucune transmission par voie papier n'est autorisée pour cette consultation.

6.2 – Transmission électronique

Pour ce point, cf. article 9 du présent règlement.

Article 7 : Renseignements complémentaires

7.1 - Demande de renseignements

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres, une demande écrite via la plate-forme de dématérialisation (<https://marchespublics.nantesmetropole.fr>) ou à :

Renseignement(s) administratif(s) :

NANTES METROPOLE
Direction de la commande publique
Service des marchés publics
11 Avenue Carnot
Immeuble Valmy - 3ème étage
44923 Nantes cedex 9

ouvert de 8H30 à 12H30 et de 13H30 à 17H30

**Secrétariat du service des
marchés**

Tél : 02 40 99 23 77 / 78

Fax : 02 40 99 98 40

Renseignement(s) technique(s) :

NANTES METROPOLE
DGORH - DGRN
Direction des infrastructures services
Tour Bretagne - 26ème étage
Place de Bretagne
44923 NANTES CEDEX 9

ouvert de 8H30 à 12H30 et de 13H30 à 17h30

Monsieur Denis Le GALL
denis.le-gall@nantesmetropole.fr

ou

Monsieur Rémy Prost
remy.prost@nantesmetropole.fr

Une réponse sera alors adressée, par écrit, 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier.

7.2 - Documents complémentaires

Les documents complémentaires au cahier des charges sont communiqués aux concurrents dans les 6 jours qui suivent la réception de leur demande.

7.3 - Visites sur sites et/ou consultations sur place

Sans objet.

Article 8 : Caution et garanties exigées

Une garantie à première demande devra être constituée pour le versement de l'avance.

Article 9 : Modalités de dématérialisation des marchés publics

9.1 - Cadre règlementaire de la dématérialisation

Conformément aux dispositions de l'arrêté n°2006-199 du 28 août 2006 pris en application des articles 48-I et 56 du code des marchés publics, la présente consultation fait l'objet d'une procédure dématérialisée. Cette procédure permet aux candidats qui le souhaitent de télécharger les documents du dossier de consultation sur un réseau électronique et de déposer une offre par voie électronique via le site Internet accessible à l'adresse : <https://marchespublics.nantesmetropole.fr>.

Seules les réponses sous forme dématérialisée sont autorisées.

La procédure dématérialisée prend fin après l'ouverture des plis. Les lettres de rejet et de notification seront donc transmises aux candidats sous format papier.

9.2 - Modalités de téléchargement des DCE

Toutes les pièces du DCE sont disponibles en accès libre et anonyme depuis le profil acheteur. Toutefois, nous vous invitons à vous identifier, afin de recevoir les éventuelles modifications ou informations supplémentaires intervenant en cours de consultation.

Le DCE est disponible au format compressé .zip. Le logiciel nécessaire à la décompression des documents est mis à disposition sur le site.

9.3 - Présentation des offres

La constitution des offres :

Le pli est présenté sous la forme d'un seul fichier représentant les éléments relatifs à l'« offre ».

- le fichier « offre » devra être compressé au format .zip et nommé « xxx-xxx-xxx-enveloppe.zip », xxx-xxx-xxx correspondant au numéro de SIREN de l'entreprise candidate. Ce fichier contiendra tous les documents demandés dans l'article 4 du présent document,

Les documents contenus devront être présentés dans l'un des formats suivants :

- format Word (« .doc ») (version Word 2003 et antérieures)
- format Acrobat (« .pdf ») (version acrobat 7 et antérieures)
- format excel (« .xls ») (version excel 2003 et antérieures)
- format RTF (« .rtf »)

Ces documents seront nommés « nom_fichier.extension », où :

- « nom_fichier » correspond au libellé du document - exemple : DC1, DC2, memoire_technique,.. Les libellés ne devront contenir ni espace (remplacé par le signe _ en utilisant la touche 8 du clavier), ni accent.

- « .extension » correspond au format utilisé - exemple : .pdf, .doc, ...

Après avoir constitué leurs enveloppes électroniques, les candidats se connecteront au site <https://marchespublics.nantesmetropole.fr> et les déposeront aux endroits prévus sur la page de constitution de la réponse.

Ils signeront ensuite les éléments de l'offre grâce à leur certificat électronique. La signature du pli électronique ne vaut pas signature des éléments contenus dans le pli.

NB : Il est important de signer les pièces énumérées dans le projet de marché, à savoir l'acte d'engagement et le DC1.

La signature électronique des offres :

La signature électronique des offres est exigée pour les consultations dont le montant estimé est supérieur à 90 000 euros HT.

Dans le cadre d'une réponse en groupement d'entreprises, si le DC1 est utilisé comme habilitation du mandataire, il doit alors être signé par tous les membres du groupement.

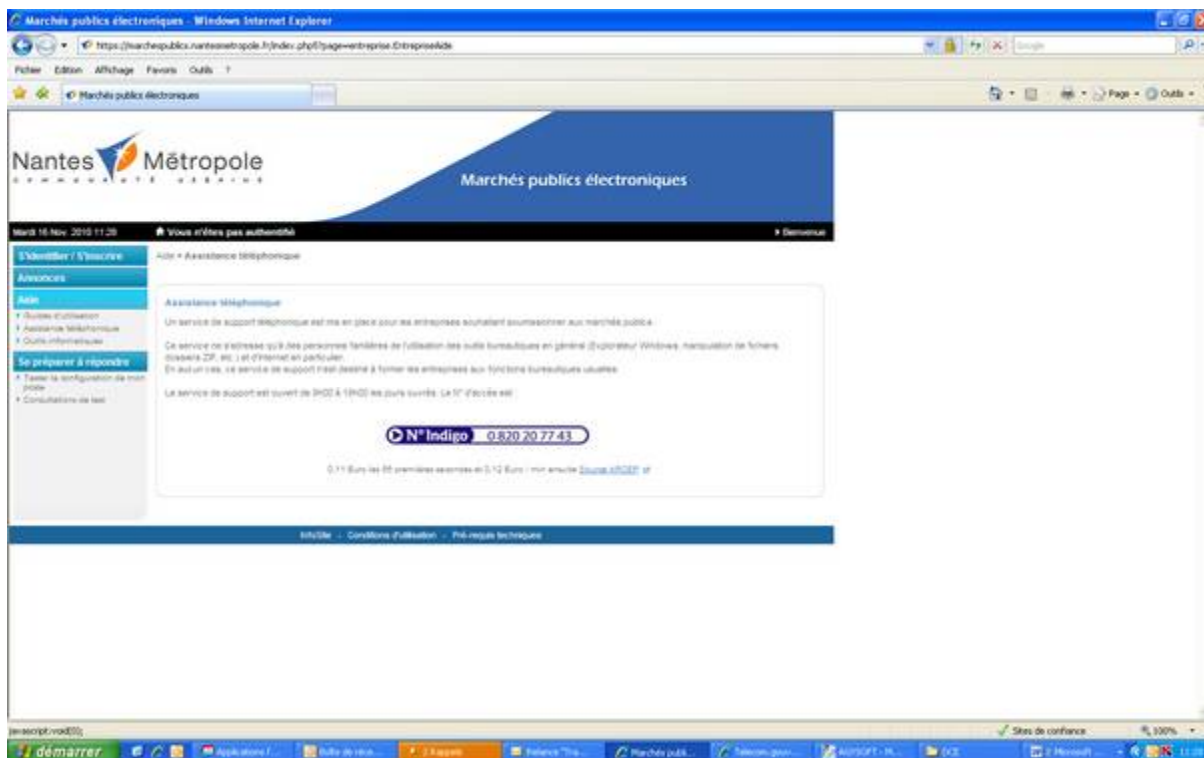
Un outil de co-signature intitulé « Co-sign » est disponible sur le profil acheteur dans la rubrique « Aide/outils informatiques/autres outils ».

Afin de pouvoir présenter leur offre par voie électronique ou sur support physique électronique, les candidats doivent être titulaires d'un certificat électronique de niveau 2 permettant la signature électronique de l'offre. Ce certificat doit être conforme aux exigences de la directive européenne n° 1999/93/CE, des articles 1316-1 et 1316-4 du Code civil et du décret n° 2001-272 du 30 mars 2001 modifié par le décret n°2002-535 du 18 avril 2002. Il doit être délivré par un prestataire de certification et permettre de faire le lien entre la signature des documents et la personne physique signataire, celle-ci devant avoir le pouvoir d'engager la société candidate.

Nantes Métropole accepte les certificats électroniques émis par les autorités de certification désignées dans la rubrique « autorités de certification acceptées » qui se trouvent en page d'accueil de la plateforme des marchés publics <https://marchespublics.nantesmetropole.fr> ou sur <http://www.entreprises.minefi.gouv.fr/certificats>. Les candidats doivent prévoir un délai d'obtention pouvant aller jusqu'à plusieurs semaines selon les fournisseurs.

9.4 - Conditions d'envoi et de remise des offres

La préparation de la réponse électronique :



La plate-forme comporte une rubrique « Se préparer à répondre », permettant de vérifier la configuration du poste informatique destiné à effectuer la réponse électronique.

Les candidats peuvent également s'entraîner à remettre une réponse électronique par le biais de consultations tests.

Les offres dématérialisées :

Les candidats ne supportent que les frais liés à l'accès au réseau et à l'obtention de la signature électronique. Ils doivent cependant disposer d'un navigateur Internet ayant une puissance de chiffrement de 128 bits et d'un environnement informatique mis à jour en matière de sécurité et d'antivirus.

Les échanges d'information sont sécurisés grâce à l'utilisation du protocole https.

Les candidats transmettent leur offre impérativement avant la date et l'heure limites indiqués en page de garde du règlement de la consultation. Un message leur indiquant que l'opération de dépôt de leur offre a été réalisée avec succès leur est affiché, puis un accusé de réception leur est adressé par courrier électronique avec signature électronique donnant à leur dépôt une date certaine, la date et l'heure de fin de réception faisant référence. L'absence de message de confirmation de bonne réception et d'accusé de réception électronique signifie au soumissionnaire que sa réponse n'est pas parvenue à Nantes Métropole.

Il est rappelé que la durée du téléchargement est fonction du débit de l'accès à Internet du soumissionnaire et de la taille des documents à transmettre. Les candidats doivent en tenir compte pour s'assurer d'une transmission de leur offre avant les date et heure limites de réception des offres.

Les candidats pourront, en cas de problème technique, se faire aider dans leur démarche par la hot line du site au n° 0 820 20 77 43.

Les candidats pourront également contacter le référent dématérialisation au sein du service des marchés de Nantes Métropole, Ludvine Barranger au 02.40.99.67.54.

Les plis sont transmis en une seule fois. Si plusieurs plis sont successivement transmis par le même candidat, seul est ouvert le dernier pli reçu dans les délais fixés par le pouvoir adjudicateur pour la remise des plis.

Les réponses électroniques arrivées hors délai ou non adressées dans les formes prescrites ne seront pas examinées et seront supprimées.

La copie de sauvegarde :

Le candidat qui transmet sa candidature et/ou son offre par voie électronique peut l'accompagner d'une copie de sauvegarde sur un support physique ou sur un support papier. Cette copie de sauvegarde doit parvenir dans les délais impartis pour la remise des candidatures et des offres.

Les documents de la copie de sauvegarde doivent être signés (pour les documents dont la signature est obligatoire). Si le support physique choisi est le support papier, la signature sera alors manuscrite. Si le support physique choisi est le support électronique (cd-rom, clé USB, ...), la signature sera alors électronique.

La copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant la mention visible :
« copie de sauvegarde »

Il est impératif que cette copie de sauvegarde parvienne dans les délais impartis pour la remise des candidatures et/ou des offres.

La copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant la mention visible :
« **Copie de sauvegarde** » + « **objet du marché** » + « **nom du candidat** »

Elle sera transmise à l'adresse suivante :

**NANTES METROPOLE
Direction de la commande publique
Service des marchés publics
11 Avenue Carnot
Immeuble Valmy - 3ème étage
44923 Nantes cedex 9**

La copie de sauvegarde sera ouverte dans les cas suivants :

- La détection d'un programme informatique malveillant (conservation de la trace de ce programme)
- Les candidatures/offres dématérialisées ont été transmises après la date limite de remise des offres (à condition que la copie de sauvegarde, soit, quant à elle, parvenue dans les délais impartis)
- Les candidatures/offres dématérialisées n'ont pas pu être ouvertes

Si le pli comportant la copie de sauvegarde n'est pas ouvert, il est détruit par Nantes Métropole.

9.5 - Modalités de sécurisation des procédures de passation

En procédure ouverte, si une candidature transmise par voie électronique est rejetée, en application de l'article 52 du code des marchés publics, l'offre correspondante est effacée des fichiers du pouvoir adjudicateur ou de l'entité, sans avoir été lue. Le candidat en est informé.

Si la transmission électronique était accompagnée d'une copie de sauvegarde, cette dernière est détruite, sans avoir été ouverte.

En procédure ouverte, lors que la candidature et l'offre sont envoyées sur un support physique électronique, si la candidature n'est pas admise, le support portant l'offre correspondante est détruit sans avoir été lu.

En procédure ouverte, dans le cadre d'une remise des offres dématérialisées, les fichiers correspondant aux éléments relatifs à l'offre des candidats non admis seront supprimés des fichiers informatiques sans avoir été lus, en application de l'article 13 de l'arrêté n°2006-199 du 28 août 2006. Le candidat en sera informé.

De la même façon, dans le cadre d'une remise d'un support physique électronique, le support correspondant à l'enveloppe d'offre des candidats non admis sera renvoyé à son auteur sans avoir été ouverte.

Si la transmission électronique était accompagnée d'une copie de sauvegarde, celle-ci est renvoyée au candidat sans avoir été ouverte.

Les documents (cette disposition vaut également pour la copie de sauvegarde) comportant des virus seront réputés n'avoir jamais été reçus et ces documents seront écartés, en application de l'article 10 l'arrêté n°2006-199 du 28 août 2006. Le candidat en sera informé.